



IPSE

Pour une Europe sociale forte

VISITE D'ÉTUDES

7 et 8 décembre 2022

L'Europe sociale : acteurs, institutions et perspectives



 **Social Economy Europe** #1YearSEAP #SEE10Years  

Wednesday 7 December 2022
From 17:30 to 20:00
European Parliament, room ASP123
Information and fee provided by the EP



**1 year of the
Social Economy
Action Plan - 10
years of SEE**



5^{ème} Anniversaire du Socle européen des droits sociaux Le grand retour de l'Europe sociale ?

Le premier temps de cette visite d'études IPSE était consacré à une conférence, accueillie dans les locaux de Solidaris Mutualité, et ayant pour thème « 5^{ème} anniversaire du Socle européen des droits sociaux : le grand réveil de l'Europe sociale ? ». Organisé avec le concours actif d'**Alain Coheur**, directeur des affaires européennes et internationales de Solidaris Mutualité, cette conférence avait pour enjeu de déterminer les avancées et les marges de progrès pour l'Europe sociale consécutives à l'adoption du Socle européen des droits sociaux.

Modérée par **Arnaud Lechevalier**, chercheur et enseignant à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, la première session de cette conférence a notamment vu les interventions de l'eurodéputée **Marina Measure** (The Left/ Gauche Unitaire européenne), de **Franca Salis Madinier** (CFDT, Vice-présidente du groupe des travailleurs au Comité économique et social européen) et d'**Aude Boisseuil** (Secrétaire générale de l'EFFE – Fédération européenne des emplois de la famille). Pour l'eurodéputée, le Socle européen, dispositif non-contraignant pour les Etats membres, ne permet pas en l'état d'avancées réelles pour

les salarié.es dans l'Union européenne. Malgré quelques avancées notoires inscrites dans le projet de directive sur le salaire minimum porté par la Commission européenne, Marina Measure a insisté sur la nécessité de fortes mobilisations sociales pour garantir aux travailleurs européens le plein exercice de leurs droits sociaux. Si le caractère non-contraignant du Socle a également été souligné par **Franca Salis Madinier**, la secrétaire nationale de la CFDT Cadres en charge de l'Europe a néanmoins indiqué que la promulgation de ce dispositif avait donné une coloration plus « sociale » aux récentes initiatives de la Commission européenne. La pandémie de COVID-19 aura notamment vu l'exécutif européen être à l'origine du mécanisme SURE - système de « réassurance-chômage européenne » - pour venir en aide aux États membres les plus touchés par la hausse du taux de chômage. Devant la mauvaise volonté de certains Etats membres à



Arnaud Lechevalier - Maître de conférences à l'Université de Paris 1 et **Marina Measure** - Eurodéputée

concrétiser l'exercice de nouveaux droits sociaux – plus particulièrement pour les travailleurs des plateformes numériques – Franca Salis Madinier a également insisté sur la nécessité d'une forte mobilisation des partenaires sociaux et de la société civile organisée pour une Europe plus ambitieuse dans sa dimension sociale. Enfin, **Aude Boisseuil**, secrétaire générale de l'EFFE - European Federation for Family Employment & Home Care - est intervenue sur la stratégie pour l'accès aux soins de longue durée présentée le 7 septembre 2022, par la Commission européenne. Dans ce contexte, **Aude Boisseuil** a notamment évoqué la mobilisation de son organisation pour une meilleure reconnaissance du secteur de l'emploi à domicile. Elle a également souligné l'importance de la lutte contre le travail informel dans ce secteur, marqué en outre par la persistance de nombreux stéréotypes de genre.



Alexandre André - Président de l'IPSE
Alain Coheur - Directeur des affaires européennes et internationales de la Solidaris Mutualité



Marina Measure - Eurodéputée et **Aude Boisseuil** - Déléguée générale de l'EFFEAd



Arnaud Lechevalier - Maître de conférences à l'Université de Paris 1 et **Francesco Corti** - Conseiller affaires sociales européennes au Ministère fédéral des affaires sociales et de la Santé Publique

La deuxième session de cette manifestation a vu les interventions de **Francesco Corti** (Conseiller Europe du vice-premier ministre belge), **Marina Monaco** (Conseillère Protection sociale et Economie sociale à la Confédération européenne des syndicats) et **Patrizia Bussi** (Directrice de l'ENSIE – Coupole européenne des entreprises d'insertion sociale). Francesco Corti a axé son intervention sur la préparation de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne, qui sera effective à partir du 1er janvier 2024, et ce pour une durée de six mois. **Francesco Corti** a dévoilé que cette future présidence belge mettra notamment l'accent sur les conditions de travail dans l'Union européenne ainsi que sur l'accès universel à la protection sociale pour l'ensemble des citoyens de l'UE. **Marina Monaco** est pour sa part revenue sur la mobilisation de la Confédération européenne des syndicats pour une



Arnaud Lechevalier, **Francesco Corti** et **Patrizia Bussi** - Directrice de l'ENSIE

mise en œuvre efficace du Socle européen des droits sociaux. Ayant évoqué le contexte social européen dégradé consécutif à la guerre en Ukraine, **Marina Monaco** a souligné la nécessité d'une forte mobilisation des syndicats et de la société civile pour que soient concrétisés les objectifs poursuivis par le Socle. Enfin, **Patrizia Bussi** a pour sa part évoqué le rôle-moteur des entreprises de l'ESS dans la concrétisation des objectifs sociaux de l'Union européenne. Evoquant à ce sujet le rôle décisif des entreprises d'insertion sociale, Patrizia Bussi a défendu un meilleur accès des entreprises de l'économie sociale aux différents fonds structurels de l'Union européenne.

En conclusion de cette conférence, **Emilie Banny Ducelier**, Présidente de la Commission ESS du groupe VYV, tout en saluant la richesse des contributions, a appelé les différentes familles de la protection sociale solidaire à demeurer pleinement mobilisées dans un contexte désormais favorable aux entreprises de l'ESS.



Alexandre André, **Emilie Banny Ducelier** - Présidente de la commission ESS groupe VYV, **Arnaud Lechevalier**, **Francesco Corti** et **Patrizia Bussi**

1 an du Plan d'Action Économie Sociale 10 ans de SEE

A l'issue de la Conférence consacrée au 5ème anniversaire du Socle européen des droits sociaux, la délégation IPSE/ Groupe VYV s'est rendue au Parlement européen afin d'assister aux 10 ans de Social Economy Europe. Cet évènement, qui se déroulait un an jour pour jour avec la présentation du plan d'action pour l'Économie sociale de la Commission européenne, s'est déroulé en présence de **Nicolas Schmitt**, Commissaire européen aux droits sociaux.

En présence de représentants gouvernementaux, de parlementaires européens, d'acteurs ou de dirigeants d'organisations faitières de l'économie sociale, cet évènement a souligné la très forte dynamique de l'économie sociale dans l'Union européenne. Comme souligné par **Juan Antonio Pedreño**, Président de Social Economy Europe, la reconnaissance de l'Économie sociale dépasse désormais le



Juan Antonio Pedreño - Président de Social Economy Europe

Patrizia Toia - Députée européenne (S&D, IT), co-présidente de l'intergroupe Économie sociale

Nicolas Schmitt - Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux

Jordi Cañas - Député européen (Renew, ES), vice-président de l'intergroupe Économie sociale

Chris MM Gordon - Président d'Irish Social Enterprise Network

seul cadre de l'Union européenne, avec de nombreuses recommandations en vue de son développement émanant d'institutions internationales (ONU, OCDE, OIT).

Ce « Momentum » favorable aux entreprises de l'ESS doit également à l'implication de nombreux gouvernements de l'Union européenne. Secrétaire d'Etat à l'Économie sociale du gouvernement espagnol, **Joaquin Perez Rey**, a notamment indiqué que la future présidence espagnole de l'Union européenne concentrera ses efforts autour d'une déclinaison ambitieuse du plan d'action de la Commission européenne.

Autre preuve manifeste de cette forte dynamique, des représentants de pays qui ne disposent pas encore de loi-cadre sur l'Économie sociale, ont présenté les récentes initiatives de leurs gouvernements respectifs (Allemagne, Roumanie) en vue de développer tout son potentiel et de permettre aux entreprises à finalité sociale, d'avoir accès au crédit ou aux fonds structurels européens.

Intervenant en conclusion de cet évènement, **Alain Coheur**, tout en se félicitant de cette dynamique, a lancé un appel aux acteurs de l'Économie pour poursuivre et consolider cet élan : « *Le monde a besoin d'espoir et l'ESS peut y répondre.* »



Nicolas Schmitt - Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux



Katrin Langensiepen - Député européen

Jérôme Saddier - Président d'ESS-France et Vice-Président de SEE

Joaquín Pérez Rey - Secrétaire d'État à l'emploi et à l'économie sociale d'Espagne

Chris MM Gordon - Président d'Irish Social Enterprise Network

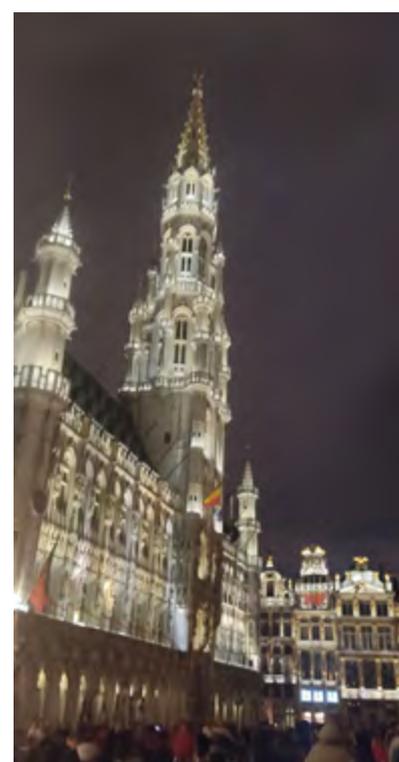
Giuseppe Guerini - Président de CECOP et membre du Groupe III CESE

Petro Darmoris - Social Economy Ukraine



Camille Dorival - Journaliste, CO de l'IPSE, **Alexandre André** et **Eric RAMBAUD** - Directeur général adjoint de PRO BTP

La Grand Place de Bruxelles



Présentation du Comité économique et social européen La stratégie européenne du care

La matinée du jeudi 8 décembre était dédiée à une visite et à une présentation détaillée du fonctionnement du Comité économique et social européen, accueillie par **Giuseppe Guerini**, porte-parole de la catégorie Economie sociale au sein de l'assemblée consultative des partenaires économiques et sociaux européens.



Céline Thiebault-Martinez - Secrétaire générale de l'IPSE et
Giuseppe Guerini - Président de CECOP et membre du Groupe III

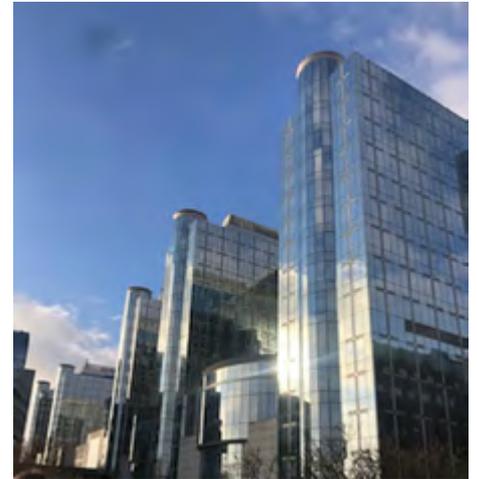


Giuseppe Guerini, Président de CECOP (Confédération européenne des entreprises et industries coopératives) et par ailleurs membre du Conseil d'orientation de l'IPSE, a également présenté les travaux récents du Comité sur la stratégie européenne pour l'accès aux soins de longue durée. Bien que cette stratégie n'offre pas de cadre contraignant dans la poursuite de ses objectifs, elle demeure un signal fort des institutions européennes à destination des entreprises de l'économie sociale, dont le rôle-moteur dans l'accès à des soins de longue durée abordables et de qualité est désormais pleinement reconnu.



D'autres travaux à venir du Comité ont été évoqués, comme un avis en préparation sur la possibilité pour les mutuelles de développer des activités transfrontalières ou la refonte de la gouvernance économique de l'Union européenne.

Ce temps d'échanges avec **Giuseppe Guerini** a constitué une opportunité de premier choix pour évoquer les mobilisations futures et les nouvelles pistes de réflexion pour l'IPSE et ses membres.



Parlement européen vu de la terrasse du CESE

L'IPSE tient à remercier chaleureusement le Groupe VYV, Solidaris Mutualité, Social Economy Europe, M. Giuseppe Guerini et le Comité économique et social européen pour la pleine réussite de ces deux journées d'études.

L'IPSE et sa secrétaire Générale Céline Thiebault-Martinez demeurent à la pleine disposition de ses adhérents pour l'organisation de visites d'études.



Délégation IPSE - VYV - MGEN